

Élections législatives

OULD KABLIA :

«Cinq millions d'Algériens ne sont pas inscrits sur les listes électorales»

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia, a installé hier la Commission nationale de surveillance des élections. Sa composition est temporaire du moment que le ministère agréé au fur et à mesure de nouveaux partis qui ouvrent droit, eux aussi, à siéger dans ladite commission et désigneront éventuellement des représentants.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Hier, les formations politiques la composant étaient au nombre de 21. Aussitôt l'installation terminée, Ould Kablia a invité les membres de la Commission à tenir une réunion à huis clos pour élire un président et a improvisé un point de presse dans les couloirs de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger, où s'est déroulée la cérémonie d'installation.

Le ministre de l'Intérieur a tenu ainsi à dire que l'action que mène son département pour inciter les Algériens à aller voter le 10 mai prochain n'est pas «une campagne pour la participation» mais un «rappel des

droits et des devoirs civiques des Algériens». Et de souligner : «Je souhaiterais tout de même que la participation soit importante pour la crédibilité de cette échéance. C'est une échéance cruciale parce que la prochaine Assemblée est appelée à voter la nouvelle Constitution.»

Concernant la question du fichier électoral, dossier qui revient comme un leitmotiv et que les partis politiques ouvrent à chaque joute électorale accusant le département de l'intérieur de gonfler les listes, Ould Kablia tranche : «Nous sommes 35 millions et ceux ayant plus de 18 ans sont environ 26 millions. Or, la révision exceptionnelle des



Daho Ould Kablia.

Photo : Samir Sid.

listes électorales est bouclée et le nombre des inscrits se situe à 21 millions. Sinon, les nomades ne sont pas nombreux, ils se chiffrent à quelques milliers. Ce sont des citoyens à part entière et nous devons mobiliser des bureaux itinérants pour leur per-

mettre de voter comme tous les Algériens.» La Commission nationale de surveillance des élections sera assistée dans sa mission par un personnel administratif, qui s'occupera, précise Ould Kablia, des tâches techniques.

L. H.

COMMENT INCITER LE CITOYEN À VOTER ?

Les conseils du Parti du renouveau algérien

Le secrétaire général du Parti du renouveau algérien (PRA) propose aux partis politiques de jouer leur rôle dans l'incitation des citoyens à participer aux prochaines législatives.

Salima Akkouch - Alger (Le Soir) - Le risque d'abstention aux prochaines législatives inquiète visiblement beaucoup les partis politiques. Le Parti du renouveau algérien (PRA) se lance, à son tour, dans une campagne de sensibilisation pour inciter les citoyens à aller voter lors des législatives du 10 mai prochain. Cependant, dans sa campagne, le PRA s'adresse en

premier lieu aux partis politiques, lesquels, estime Kamel Bensalem, secrétaire général du PRA, doivent jouer un rôle pour inciter les citoyens à aller voter.

Le SG du parti, qui a animé une conférence de presse, hier, au Centre d'Echaab des études stratégiques sous le thème «prochaines législatives... Quel rôle pour les partis dans la stimulation des citoyens à participer»,

livre ainsi des conseils aux partis politiques sur la manière d'attirer les électeurs. Kamel Bensalem, qui estime que la conscience citoyenne, en particulier chez les jeunes, est encore à mûrir, est persuadé qu'il reste beaucoup à faire en matière de sensibilisation. Les pouvoirs publics, la famille, l'école, les médias, les partis politiques... chacun doit jouer son rôle, estime le conférencier. Il propose, de ce fait, aux partis politiques, pour pousser les citoyens à aller aux urnes, de choisir des candidats crédibles, capables d'assumer

des responsabilités et les problèmes des citoyens et ayant des programmes répondant aux aspirations des citoyens.

Confiant, le SG du PRA exclut, par ailleurs, tout risque de fraude, jugeant que toutes les mesures sont prises pour assurer des élections transparentes. Toutefois, l'intervenant ne pense pas que le problème de l'abstention sera réglé d'ici le mois de mai prochain.

Cela demande, dit-il, plusieurs années pour que les mentalités changent.

S. A.

Les préalables de Menasra

Même s'il a retenu, ce mardi, au bout de longs et laborieux débats, le principe de participation aux élections législatives du 10 mai prochain, le conseil consultatif issu du congrès constitutif du Front du changement s'est, néanmoins, accordé un droit de réserve.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Lequel droit de réserve est appuyé par 11 préalables, seuls, a affirmé le président du parti, hier lors d'une conférence de presse, à même de garantir la régularité de ce scrutin tant attendu. Quoique Menasra ait pris le soin de regretter que bien d'indices ne plaident point à l'espoir d'une élection libre et transparente. Pour étayer ses craintes, l'ancien ministre de l'Industrie sous la bannière du MSP citera l'absence de la télévision à cette conférence de presse, dénonçant au passage la partialité des médias publics dans le traitement des événements politiques. Ceci pour s'élancer aussitôt dans l'énumération des préalables que les membres du conseil consultatif du front ont retenus. A commencer par ce retard dans la délivrance des agréments des nouveaux partis que Menasra déclare avoir souhaitée dans le cadre de l'ancienne loi sur les partis politiques, mettant en cause, à ce propos, l'Alliance présidentielle qui a tout fait pour que cela se fasse une fois la toute nouvelle loi adoptée. L'objectif étant, selon Menasra, de ne pas laisser aux nouveaux partis suffi-



Abdelmadjid Menasra

Photo : Samir Sid.

samment de temps pour pouvoir présenter au peuple leurs programmes, et ce, dira-t-il, par crainte d'une réelle concurrence. Et au président du FC de trouver incongrue l'installation, hier, de la Commission nationale de surveillance des élections sans la présence des nouveaux partis, contraints, comme le reconnaîtra d'ailleurs le secrétaire général du MPA, Amara Benyouène, de «prendre le train en marche». Il exige l'association de tous les partants à ces élections au processus électoral de bout en bout, mettant en avant la nécessité que les walis et les chefs de daïra soient écartés de tout ce processus,

leur préférant des magistrats. A propos du corps électoral dont il dit être «stupéfait» par sa soudaine expansion, Menasra revendique la remise aux partis des fichiers communaux pour vérification et assainissement. Il réitérera le préalable de la présence de surveillants d'ONG, écartant d'un revers de la main le danger d'une ingérence étrangère parce que, dira-t-il, «il ne s'agit plus de souveraineté des Etats mais de celle des peuples». Dernier des préalables du Front du changement, la nécessité d'un gouvernement non partisan pour, dira encore Menasra, conférer à cette élection le maximum de garanties qui puissent susciter chez le citoyen l'envie d'aller voter. Tout le contraire de ce que fait, affirmera le président du FC, l'actuel staff gouvernemental, «ne pouvant même pas assurer l'approvisionnement, à 5 km de son siège, de ménages en gaz butane». «A croire que l'on fait tout pour encourager l'abstention», s'exclamera-t-il, éloignant toute éventuelle majorité pour un parti. Menasra écartera aussi tout hégémonisme du camp islamiste qui sera, selon lui, majoritaire dans sa diversité. A propos de camp islamiste justement, le président du FC se dira favorable à toute initiative de rapprochement entre ses intervenants, insistant sur la nécessité de s'unir autour des programmes des uns et des autres. Ce qui est, d'ailleurs, envisageable même avec des partis des autres camps, autour, précisera-t-il, de points précis.

M. K.

ELLE S'ENTRETIENDRA
UNIQUEMENT
AVEC BOUTEFLIKA
Clinton
en visite
éclair à Alger

La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, est attendue samedi à Alger pour une visite éclair. Comme c'est de coutume chez les hauts responsables américains, la chef de la diplomatie américaine quittera Alger le soir même pour la capitale marocaine, Rabat.

Au programme de sa visite en Algérie, Clinton s'en tient à l'essentiel : des entretiens politiques avec Abdelaziz Bouteflika. «Elle n'aura d'entretiens qu'avec le président», nous confirme, en effet, une source gouvernementale.

Après son arrivée en milieu de journée, Clinton se dirigera directement à la présidence de la République pour un premier entretien. En fin d'après-midi, elle sera conviée à un dîner officiel où elle poursuivra ses entretiens avec Bouteflika.

Des entretiens politiques autour de plusieurs questions brûlantes de l'actualité nationale, régionale et internationale. Plus concrètement, les Américains «sauront» auprès de la plus haute autorité politique du pays davantage sur l'agenda immédiat et à moyen terme et les intentions réelles de Abdelaziz Bouteflika.

Aussi bien s'agissant des prochaines législatives que le reste. A savoir, l'avant et l'après 2014, la seule question en réalité qui intéresse tout le monde.

Bouteflika dévoilera-t-il son véritable agenda pour Washington ? La Maison Blanche, qui suit de très près l'évolution de la situation politique dans la région, a très nettement baissé de l'intensité des pressions exercées sur Alger aux premiers mois de l'année 2011.

Ce qu'il en est advenu de l'Égypte, de la Tunisie mais, surtout, de la Libye a beaucoup modéré les ardeurs de l'administration Obama qui, mieux que quiconque parmi les capitales occidentales, n'ignore pas les risques encourus par la région et même le monde, par une situation d'anarchie généralisée au Maghreb.

Al Qaïda, qui infeste déjà des contrées entières dans la région du Sahel et qui est, et de loin, le plus grand bénéficiaire de la situation de non-Etat en Libye, est une menace qui n'est réellement contenue et combattue que par un pays comme l'Algérie.

D'ailleurs, la coopération dans le domaine de la sécurité et de la lutte antiterroriste reste, avec celui des hydrocarbures, le seul de vraiment consistant et soutenu entre les deux pays.

Les attentats du 11 Septembre 2001 ont, en fait, radicalement modifié la vision américaine sur le phénomène terroriste. Ceci cependant que leur soudain intérêt pour «l'islamisme modéré» à la turque peut encore provoquer d'énormes dégâts dans toute la région.

Il n'y a qu'à voir comment, depuis quelques mois, le discours de nos islamistes, devenus de réguliers invités de l'ambassade américaine à Alger, a gagné en arrogance, à la limite de la menace même, pour s'en convaincre.

Kamel Amarni